

## Billet d'humeur du Secrétaire Général

### Débat National : où va l'argent public ?

Le mouvement des gilets jaunes qui interpelle l'Exécutif "qu'est ce que vous faites du pognon des Français ?" Et bien, il va être servi, car la réponse de l'Exécutif ne s'est pas faite attendre.

Dans une fiche pédagogique, diffusée à l'occasion du Débat National, l'Exécutif s'est empressé de dresser un état des lieux des dépenses publiques. Sur 1000 € de dépenses, celles-ci se répartissent de la façon suivante :

- Protection sociale (retraites, Assurance maladie, Chômage...) : 575 € dont 268 € pour les retraites.
- Dépenses sectorielles (Affaires économiques, Transport, Environnement, Culture...) : 143 €.
- Services publics régaliens (Défense, Sécurité, Justice) : 60 €.
- Education : 96 €.
- Recherche : 23 €.
- Administrations publiques : 66 € (dont 1 € pour les dépenses du Parlement, Sénat, Matignon...)

En prenant soin de cadrer le Débat National, les questions posées par le Chef de l'Etat dans sa lettre adressée aux Français sont dans le droit fil de la fiche pédagogique parmi lesquelles, quelles sont les économies qui semblent prioritaires ? Faut-il supprimer certains services publics qui seraient dépassés ou trop chers par rapport à leur utilité ?

Hasard du calendrier, la question sur les économies à réaliser, abordée par le Chef de l'Etat est reprise dans le rapport de France Stratégie rattachée à Matignon et dans le discours de Didier MIGAUD, Président de la Cour des Comptes à l'occasion de l'audience solennelle de rentrée de la Cour des Comptes.

Pour France Stratégie, il est possible de baisser la dépense publique de trois points de PIB en cinq ans en agissant par la baisse des retraites, de la santé et des aides sociales.

Pour Didier MIGAUD, la France est le pays de l'Europe le plus dispendieux en matière de prestations rappelant comme chaque année sa fameuse formule "*le pays sous addiction à la dépense*". Dans son long plaidoyer, Didier MIGAUD indique que "*les circonstances actuelles imposent non pas de freiner, mais d'accélérer et de concrétiser l'indispensable démarche de transformation de l'action publique*".

En clair, nous pouvons craindre que l'Exécutif tente d'escamoter le Débat National pour l'orienter vers la baisse des dépenses publiques. Le mouvement des gilets jaunes risque d'être pris à son propre piège d'avoir dénoncé l'argent gaspillé par l'Etat.

L'avenir nous le dira !